Dossier spécial Coronavirus (Covid-19)

Editions Francis Lefebvre

Pas une entreprise n'échappe aux conséquences du Covid-19 et toutes sont confrontées à de nombreuses questions : Comment demander un délai de paiement ou une remise d'impôt direct ? Sur le plan contractuel, l'épidémie est-elle un événement de force majeure ? Quelles sont les bonnes pratiques à suivre en matière d'informations financières ? Quelles sont les conséquences comptables de l'épidémie ? Les personnes mises en quarantaine bénéficient-elles des indemnités journalières sans condition ? Ce dossier spécial - qui est mis à jour en temps réel - répond à ces questions.

Coronavirus : comment anticiper la défaillance de l'entreprise ?

L'épidémie de coronavirus entraîne une baisse de l'activité économique susceptible de causer de nombreuses défaillances d'entreprises. Plusieurs solutions s'offrent au chef d'entreprise pour anticiper ces difficultés. Le point sur cette question cruciale.

L'épidémie de coronavirus entraîne une baisse de l'activité économique, plus ou moins importante selon les secteurs, susceptible de causer de nombreuses défaillances d'entreprises. Le Gouvernement a d'ores et déjà annoncé des mesures pour permettre aux entreprises de surmonter certaines difficultés : report sans pénalité des impôts et cotisations dus en mars ; renforcement du recours au chômage partiel ; octroi de garanties publiques pour les crédits de trésorerie sollicités par les PME.

D'autres voies sont ouvertes au chef d'entreprise, lui offrant notamment un cadre pour **négoier avec ses principaux partenaires un échelonnement ou une restructuration des dettes, voire des remises**, avant que l'entreprise ne se trouve en état de cessation des paiements et qu'elle ne soit contrainte de déposer le bilan en demandant l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le chef d'entreprise peut demander en justice la **désignation d'un mandataire ad hoc ou d'un conciliateur**, sous l'égide duquel il peut négocier avec ses créanciers et ses cocontractants (fournisseurs, clients, bailleurs). Ces procédures présentent l'avantage d'être confidentielles et elles ne portent pas atteinte aux pouvoirs de gestion du chef d'entreprise. En revanche, elles ne mettent ni l'entreprise ni le chef d'entreprise qui s'est éventuellement porté garant de celle-ci à l'abri des poursuites ; seul un accord obtenu dans le cadre de la conciliation et constaté ou homologué par le juge emporte leur suspension, du moins en ce qui concerne les créances visées par l'accord. L'issue de ces procédures reste soumise au bon vouloir des participants.

Le chef d'entreprise peut aussi demander l'ouverture d'une **procédure de sauvegarde** lorsque l'entreprise rencontre des difficultés qu'elle n'est pas en mesure de surmonter seule. Le cadre est alors tout autre : la procédure est plus contraignante, moins confidentielle mais aussi plus efficace. Cette procédure interdit ou interrompt la plupart des actions en justice et des voies d'exécution de la part des créanciers contre l'entreprise et les personnes physiques qui s'en sont portées garantes. Le maintien des contrats en cours, tels les contrats d'approvisionnement ou le bail commercial, peut être imposé aux contractants de l'entreprise. Les créances de celle-ci sont payées selon les modalités fixées par le plan de sauvegarde arrêté par le tribunal, celui-ci pouvant imposer des délais uniformes de paiement aux créanciers qui refusent d'en accorder. Mais en contrepartie, le chef d'entreprise voit ses pouvoirs de gestion limités par l'intervention d'un administrateur et d'un juge-commissaire, qui sont seuls compétents pour certains actes. Une cession partielle d'actifs peut intervenir.

Coronavirus (Covid-19) : Comment reporter l'échéance Urssaf du 15 mars 2020 ?

Suite aux annonces du Président de la République le 12 mars 2020, le réseau des Urssaf précise les modalités pratiques pour bénéficier du report de l'échéance de cotisations du 15 mars 2020.

Les employeurs peuvent reporter tout ou partie du paiement à l'**Urssaf** des cotisations salariales et patronales dont l'échéance est au **15 mars 2020**. Ce report, qui pourra aller jusqu'à trois mois, se fera sans pénalité.

Pour les employeurs dont l'échéance Urssaf était au **5 mars 2020**, des informations seront communiquées ultérieurement en vue de l'échéance du 5 avril.

Attention : Un report ou un accord de délai est également possible pour les **cotisations de retraite complémentaire mais il convient de se rapprocher de son institution de retraite complémentaire pour l'obtenir.**

Le report peut être intégral ou partiel

Les employeurs peuvent moduler leur paiement Urssaf en fonction de leurs besoins : montant à 0, ou montant correspondant au paiement d'une partie des cotisations dues.

Quelles formalités pour un report des cotisations salariales et patronales ?

Si la **DSN** de février 2020 n'est pas encore déposée, il suffit de moduler le paiement Sepa au sein de cette DSN qui sera déposée lundi 16 mars 2020 au plus tard.

Si la DSN de février 2020 est déjà déposée, il est possible, jusqu'au 19 mars, de modifier l'ordre de paiement en suivant le mode opératoire accessible [ici](#).

Attention : même si la date limite de modification qui apparaît est le 16 mars à 12h00, les employeurs ont bien jusqu'au jeudi 19 mars à 12h00 pour modifier le paiement.

Pour les employeurs réglant leurs cotisations **hors DSN**, ils peuvent adapter le montant de leur virement bancaire, ou bien ne pas effectuer de virement.

Quelles formalités pour un report des seules cotisations patronales ?

Les employeurs souhaitant seulement échelonner le règlement des cotisations patronales, doivent signaler leur situation à leur Urssaf via leur messagerie sur urssaf.fr.

Coronavirus – Les conséquences comptables et financières

Dans le contexte de crise sanitaire actuel, plusieurs sujets comptables reviennent sur le devant de la scène... Parmi eux, la communication financière (information permanente et périodique des sociétés cotées, rapport de gestion...), mais également des sujets purement comptables comme le chômage partiel, le report des échéances fiscales et sociales, la mise en jeu des garanties, les aides de l'Etat, les indemnités d'assurance, la rupture des covenants bancaires et la renégociation de dette, la remise en cause de la continuité d'exploitation ou encore, le règlement des difficultés des entreprises... Nous

revenons, dans cette série consacrée aux conséquences de l'épidémie de coronavirus, sur tous ces thèmes.

Chômage partiel

Le Gouvernement a annoncé la possibilité de recourir au dispositif d'activité partielle pour les entreprises qui sont contraintes, en raison de l'épidémie de Covid-19, de réduire ou de suspendre temporairement leur activité (Point presse interministériel du 9-3-2020). Plusieurs entreprises ont déjà ou vont prochainement déposer des demandes, afin de compenser partiellement la perte de salaire résultant de la fermeture temporaire d'un établissement ou d'une réduction de l'horaire habituel de travail en deçà de la durée légale du travail.

Pour en savoir plus sur ce dispositif : voir [Mémento Social](#) n° 1400 s.

Principe de comptabilisation

L'indemnité versée au salarié par l'entreprise au titre de l'activité partielle constitue une charge à comptabiliser, à notre avis, dans le compte 6414 « Indemnités et avantages divers ».

L'allocation d'activité partielle versée par l'État à l'employeur en compensation de cette indemnité versée au salarié est, à notre avis, comptabilisée :

- dès que la prise en charge par l'État est acquise, sans qu'il y ait lieu d'attendre le remboursement effectif par l'État ;
- au débit du compte 443 « Opérations particulières avec l'État » par le crédit du compte de charges 6414 précité.

Clôtures 31 décembre 2019 : une information en annexe

Concernant les entités clôturant leurs comptes au 31 décembre 2019, l'épidémie et ses conséquences sont, comme indiqué dans une précédente publication (voir [La Quotidienne du 13 mars](#)), des événements postérieurs à la clôture de l'exercice sans lien direct avec des conditions existant à la clôture.

Le chômage partiel suite à l'épidémie fait partie donc partie des événements post-clôture qui ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2019.

Ils doivent toutefois donner lieu à des informations adaptées en annexe. À ce titre, les entreprises concernées pourront indiquer, s'il est significatif, le coût attendu de leur décision de recourir au chômage partiel.

Clôtures 2020 décalées : pas de provision

Pour les entités clôturant leurs comptes à compter de janvier 2020, lorsque les mesures de mise en activité partielle sont annoncées avant la clôture de l'exercice, aucune provision ne devrait, à notre avis, être comptabilisée à ce titre.

En effet :

- l'indemnité (sortie de ressources) n'a certes pas pour contrepartie un travail attendu de ses salariés ; en revanche, elle comporte une autre contrepartie pour l'entreprise puisque la mise en activité partielle permet à l'entreprise de conserver son personnel et de redémarrer immédiatement son activité lorsque les conditions économiques le permettront (PCG art. 322 s. ; voir le [Mémento Comptable](#) n° 48240) ;
- les salariés n'ont acquis aucun droit à être payés sans travail effectif à la clôture de l'exercice (contrairement aux jours de RTT ou de congés payés).

Coronavirus : précisions sur le droit aux indemnités journalières de maladie

Un décret complète le dispositif mis en place en étendant les dérogations aux conditions d'attribution des indemnités journalières de maladie pour les personnes confrontées au coronavirus (Covid-19), en facilitant la prise en charge des actes de télémedecine, et en prolongeant d'un mois la durée d'application de ces règles dérogatoires.

Les textes relatifs à la prise en charge des personnes confrontées au coronavirus se succèdent. Des conditions dérogatoires ont en effet été instaurées pour l'attribution, aux personnes placées en isolement en raison d'un contact avéré ou potentiel avec le virus, des indemnités journalières de maladie (Décret 2020-73 du 31-1-2020 : JO 1-2, [Voir La Quotidienne du 11 février 2020](#)) et du complément légal de rémunération versé par l'employeur (Décret 2020-193 du 4-3-2020 : JO 5). Un autre décret précise le dispositif, et étend sa **durée d'application** jusqu'au 30 avril 2020 (Décret art. 1, 4°).

Droit aux IJ : les personnes malades, confinées, ou parents d'un enfant confiné

Le décret du 31 janvier 2020 accordait le bénéfice des indemnités journalières aux assurés (salariés et travailleurs indépendants) faisant l'objet d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile et se trouvant dans l'impossibilité de travailler. Ce texte est modifié afin d'ajouter une nouvelle **catégorie de bénéficiaires** : il s'agit des parents se trouvant dans l'impossibilité de travailler en raison du confinement de leur enfant de moins de 16 ans. Pour ces assurés, les indemnités journalières peuvent être versées pendant toute la durée de fermeture de l'établissement accueillant l'enfant (Décret art. 1, 1°).

Ce dispositif devrait être applicable dans le contexte de **fermeture généralisée des établissements scolaires** à compter du lundi 16 mars 2020. Une lecture stricte du texte semble le permettre, et cela a été confirmé par le Gouvernement.

A noter : Le décret ne fait que fixer un cadre réglementaire à une mesure qui avait déjà été annoncée par la caisse nationale d'assurance maladie (Circ. Cnam 2020-9 du 19-2-2020) et par le Gouvernement (Communiqué de presse du ministre des solidarités et de la santé du 4-3-2020). Signalons que, d'après le site internet de l'assurance maladie, la **limite d'âge** est fixée à 18 ans pour les enfants en situation de **handicap** pris en charge dans un établissement spécialisé.

Le décret modifie la **procédure de prescription de l'arrêt de travail** - préalable obligatoire à l'obtention des indemnités journalières. Cette prescription relevait, d'après le décret du 31 janvier 2020, de l'agence régionale de santé : celle-ci, après identification des assurés concernés, leur délivrait l'avis d'interruption de travail et le transmettait à la caisse d'assurance maladie et à l'employeur. Désormais, l'arrêt de travail est établi par la caisse d'assurance maladie dont dépend l'assuré ou, le cas échéant, par les médecins conseils de la caisse nationale d'assurance maladie et de la caisse centrale de mutualité sociale agricole qui le transmettent sans délai à l'employeur de l'assuré (Décret art. 1, 2°).

A noter : S'agissant des **parents des enfants dont l'établissement scolaire est fermé**, rappelons que par souci de simplification, un **télé-service** « declare.ameli.fr » a été mis en place afin de permettre aux employeurs de déclarer les salariés concernés, quels que soient leur régime d'affiliation et leur contrat de travail. Les déclarations faites sur ce télé-service ne déclenchent pas une indemnisation automatique des employés concernés. Celle-ci se fait après vérification par les caisses de sécurité sociale des éléments transmis et sous réserve de l'envoi, selon les procédures habituellement employées, des éléments de salaire à la caisse d'affiliation du salarié.

Facilitation du recours à la télémédecine pour les patients

Pour les patients présentant les symptômes de l'infection ou reconnus atteints du covid-19, il peut être dérogé aux règles de droit commun s'agissant du respect du **parcours de soins coordonné** et de la prise en charge des actes de télémédecine (Décret art. 1, 3°). En pratique, ces assurés bénéficient de la **prise en charge** des actes de télémédecine même s'ils n'ont pas de médecin traitant pratiquant la téléconsultation, ou s'ils n'ont pas été orientés par lui ni été connus du médecin téléconsultant. Ces téléconsultations peuvent être réalisées en utilisant n'importe lequel des **moyens technologiques** actuellement disponibles pour réaliser une vidéo-transmission : lieu dédié équipé mais aussi site ou application sécurisé via un ordinateur, une tablette ou un smartphone, équipé d'une webcam et relié à internet.

Epidémie de coronavirus (Covid-19) : est-ce un événement de force majeure ?

A ce jour, cinq continents et plus d'une trentaine de pays sont touchés par l'épidémie de coronavirus (Covid-19) originaire de la ville de Wuhan (région du Hubei) en Chine. En sus de cette **tragédie humaine** qualifiée « d'urgence de santé publique de portée internationale » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 30 janvier 2020, se dessinent d'importantes **difficultés économiques et logistiques**.

En effet, le **gouvernement chinois** a mis en place des **mesures radicales** pour enrayer la propagation de l'épidémie. Il a notamment imposé :

- une cessation de la plupart des activités publiques et économiques du pays ;
- d'importantes restrictions en termes de flux migratoires et commerciaux.

Dans ce contexte, nombre d'**entreprises** chinoises ou étrangères souhaiteraient pouvoir se libérer de leurs **obligations contractuelles**. La force majeure pourrait-elle légitimer cette position ?

La **force majeure** est **définie** par l'[article 1218 du Code civil](#) mais c'est au juge de déterminer, au cas par cas, si l'événement invoqué par une partie pour échapper à ses obligations contractuelles revêt effectivement les caractéristiques de la force majeure. L'étude de la **jurisprudence** témoigne de ce que les juges français ont été relativement réticents, par le passé, à qualifier de force majeure une **épidémie** (épidémie de grippe H1N1 de 2009 : CA Besançon 8-1-2014 n° 12/0229 ; virus de la dengue : CA Nancy, 22-11-2010 n° 09/00003 ...). Ce sont davantage les mesures de confinement imposées par les autorités chinoises et internationales qui pourraient donner aux **événements actuels** leur caractère de force majeure.

En pratique et face à cette incertitude relative, la sécurisation de la position des acteurs économiques touchés par l'épidémie de coronavirus (Covid-19) doit commencer par un **audit des clauses contractuelles** applicables en cas de force majeure.

Coronavirus : comment demander un délai de paiement ou une remise d'impôts directs ?

Les entreprises mises en difficulté par le coronavirus peuvent demander un délai de paiement ou une remise d'impôt direct via un formulaire spécifique mis en ligne par l'administration.

A la suite des annonces du ministère de l'économie et des finances pour aider les entreprises se trouvant en difficulté en raison du coronavirus l'administration fiscale vient de préciser que les entreprises ont la possibilité de demander à bénéficier d'un délai de paiement ou d'une remise d'impôt direct (impôt sur les bénéfices notamment).

Afin de faciliter leurs démarches, les entreprises peuvent accéder sur le site impots.gouv.fr à un **formulaire de demande spécifique** à leur situation. Les entreprises concernées devront notamment y indiquer des **éléments justificatifs** suivants :

- le montant de leur chiffre d'affaires mensuel réalisé de janvier à mai 2019 ainsi que celui réalisé de janvier à mai 2020 ;
- les autres dettes à honorer (nature, montant, échéance) ;
- la situation de leur trésorerie ;
- et tous autres éléments de nature à justifier un délai de paiement ou une remise.

[Employeurs : les derniers textes pour vous aider à faire face à l'épidémie de coronavirus](#)

Nous signalons plusieurs textes récemment parus dans le cadre de la gestion de l'épidémie de coronavirus (Covid-19) et sur lesquels nous reviendrons prochainement plus en détail.

Le [Questions-réponses](#) du **ministère du travail** à destination des **employeurs** et des **salariés**, publié le 28 février 2020, a été mis à jour le 9 mars 2020.

- Des [mesures économiques de soutien aux entreprises](#) sont annoncées par le ministère de l'économie le 10 mars 2020.
- Un [décret 2020-227 du 9 mars 2020](#) adapte les conditions du bénéfice des **prestations en espèces d'assurance maladie** et de prise en charge des **actes de télémedecine** pour les personnes exposées au [coronavirus](#).
- Un [décret 2020-193 du 4 mars 2020](#) supprime le **délai de carence** applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière maladie pour les personnes exposées au [coronavirus](#).

[Des annonces de Bruno Le Maire en faveur des entreprises touchées par le coronavirus](#)

Plusieurs mesures ont été annoncées par le ministre de l'économie et des finances, en faveur des entreprises touchées par le coronavirus, au premier rang desquelles un possible étalement des charges sociales et fiscales

Coronavirus : une information complète en annexe et dans le rapport de gestion des comptes clos au 31 décembre 2019

L'épidémie et ses conséquences sont des événements postérieurs à la clôture de l'exercice qui ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2019. Ils doivent toutefois donner lieu à des informations adaptées en annexe et dans le rapport de gestion. **Par** [PwC](#), auteur du [Mémento Comptable](#) et du [Feuilleton Rapide comptable](#)

L'émergence et l'expansion du [coronavirus](#) début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales de la Chine mais aussi, à une échelle plus large, l'environnement économique mondial.

Les sociétés les plus touchées sont celles qui ont un courant d'affaires avec la Chine ou celles qui détiennent des entités chinoises.

Sont présentées ci-après les implications comptables de cette épidémie pour les entités arrêtant leurs comptes au 31 décembre 2019 et postérieurement.

Les textes applicables

Selon le Code de commerce (art. L 123-20), il doit être tenu compte des passifs qui ont pris naissance au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, même s'ils sont connus entre la date de la clôture de l'exercice et celle de l'établissement des comptes.

En ce qui concerne les événements postérieurs à la clôture susceptibles de générer des charges, le PCG distingue les deux cas suivants :

– l'événement est **lié à des conditions existant à la date de clôture** (art. 513-4) : si tel est le cas, les comptes doivent être **ajustés** en fonction de ces événements postérieurs ;

En effet, ils procurent des informations permettant de mieux calculer la valeur des éléments de l'actif ou du passif de l'entreprise existant à la clôture de l'exercice (en ce sens, à notre avis, Avis CNC dans Bull. n° 58, 1^{er} trimestre 1984).

– ou l'événement n'est **pas lié à des conditions existant à la date de clôture** (art. 833-2) : si tel est le cas, il n'y a **pas d'incidence** sur le bilan et le compte de résultat, les comptes n'ayant pas à être modifiés.

A noter : Selon la CNCC (Note d'information NI.II « Le commissaire aux comptes et les événements postérieurs à la clôture des comptes », février 2010, § 1.3), il est tenu compte de l'importance relative des événements enregistrés (sur cette notion, voir Mémento Comptable n° 8260) :

– par l'entreprise pour décider du traitement comptable des événements postérieurs ;

– et par le commissaire aux comptes lors de la mise en œuvre de ses diligences relatives au contrôle des événements postérieurs (voir Mémento Comptable n° 52445).

Entités arrêtant leurs comptes au 31 décembre 2019

1. Le **coronavirus** est-il un événement post-clôture lié à des conditions existant à la date de clôture, de nature à ajuster les comptes ?

Non. Comme rappelé ci-avant, seul un événement lié à des conditions existant à la date de clôture nécessite un ajustement des comptes.

Or, au 31 décembre 2019, l'Organisation mondiale de la santé ne signalait qu'un nombre limité de personnes atteintes d'un virus inconnu. Il n'y avait aucune preuve scientifique de transmission interhumaine à cette date.

La propagation ultérieure du virus et son identification en tant que nouveau **coronavirus** (« Covid-2019 ») ne fournissent pas d'éléments complémentaires d'appréciation de la situation qui existait au 31 décembre 2019. Ce sont des éléments nouveaux apparus en janvier 2020. Il s'agit donc d'événements non liés à des conditions existant à la date de clôture qui ne sont pas de nature à nécessiter un ajustement des comptes.

2. L'évaluation des actifs et passifs doit-elle refléter les conséquences de cet événement post-clôture ?

Non. Les comptes ne devant pas être ajustés, l'évaluation des actifs et des passifs doit refléter uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation.

En revanche, une information doit être donnée en annexe sur l'impact post-clôture de l'évolution du **coronavirus** sur la valeur comptable de ces actifs et passifs (voir ci-après).

A noter : Attention, dans certains cas, les événements postérieurs à la clôture apportent des informations complémentaires permettant de lever certaines incertitudes qui existaient à la date de clôture. Une appréciation au cas par cas peut donc s'avérer nécessaire dans certaines situations. Par exemple, la faillite d'un client après la date de clôture peut refléter des problèmes existants déjà avant la propagation du **coronavirus** et que celle-ci a précipités.

Il en est de même pour les comptes consolidés établis en normes IFRS (IAS 10.10 ; Mémento IFRS n° 12794).

a. Quelle information donner en annexe ?

S'ils sont **significatifs** (PCG art. 833-1), les événements post-clôture non liés à des conditions existant à la date de clôture et ne donnant donc pas lieu à un ajustement des états financiers nécessitent une information en annexe (PCG art. 833-2/1).

Au cas particulier, l'information à donner doit être claire et spécifique à l'entité. Elle doit inclure la **nature** de l'événement, ainsi qu'une estimation de son **impact sur les comptes**.

Les sociétés devraient donc, à notre avis, présenter en annexe l'impact post-clôture de l'évolution du **coronavirus**, notamment (liste non exhaustive) :

- sur la valeur comptable des actifs et des passifs ; sont par exemple concernés :
- la dépréciation des créances clients ;
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- la dépréciation des stocks ;
- les impôts différés actifs ;
- les instruments dérivés évalués à la juste valeur (positions ouvertes isolées) ;
- les actifs et passifs identifiables acquis lors d'un regroupement d'entreprises pendant le délai d'affectation ;
- sur le chiffre d'affaires ;
- sur les « covenants » bancaires.

Il en est de même pour les comptes consolidés établis en normes IFRS (IAS 10.21 ; Mémento IFRS n° 12794).

Si l'événement remet en cause la continuité de l'exploitation, voir ci-après.

b. Quelle information donner dans le rapport de gestion ?

Selon l'article L 232-1 du Code de commerce, le rapport de gestion expose les événements importants entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi.

Cet article concerne tous les événements post-clôture, qu'ils aient ou non un lien direct avec les conditions existant à la date de clôture (en ce sens Bull. CNCC n° 157, mars 2010, EC 2009-58, p. 225 s.).

Pour plus de détails sur l'information financière à fournir par les sociétés cotées au titre de l'information permanente et périodique, voir **fichier « 2. Coronavirus – information financière »**.

3. Si la continuité d'exploitation est compromise du fait du coronavirus, les comptes doivent-ils être établis en valeurs liquidatives ?

a. Non, en règles françaises

En l'absence de règle spécifique en cas de remise en cause de la continuité d'exploitation avant la date d'arrêt des comptes, c'est le traitement défini par le PCG en cas de survenance d'un événement postérieurement à la clôture de l'exercice (voir ci-avant) qui s'applique. En conséquence, les incidences diffèrent selon que l'événement postérieur a ou non un lien direct prépondérant avec une situation existant à la clôture de l'exercice (en ce sens, Bull. CNCC n° 172, décembre 2013, EC 2013-45, p. 664 s.).

Ainsi, si le **coronavirus** n'a aucun lien direct avec la situation existant à la clôture de l'exercice (parce que la continuité d'exploitation n'était pas déjà compromise à la clôture 2019), les comptes n'ont pas à être modifiés mais une **information en annexe** est **obligatoire** (voir ci-avant).

S'agissant de l'information à donner en annexe, elle doit à notre avis, outre la nature de l'événement, présenter des **comptes simplifiés établis en valeurs liquidatives**.

Si la direction n'estime qu'après la date d'arrêt des comptes que la continuité d'exploitation est compromise, la CNCC a déjà indiqué que, sauf à procéder à un nouvel arrêté, l'entreprise doit faire une communication appropriée à l'organe appelé à statuer sur les comptes (Note d'information CNCC NI. II « Le commissaire aux comptes et les événements postérieurs à la clôture des comptes », février 2010, § 1.221). Aucun texte ne précise toutefois quel est l'organe compétent en charge de cette communication, ni la forme qu'elle doit prendre, écrite ou orale (Bull. n° 163, septembre 2011, CNP 2010-19, p. 585).

b. Oui, dans les comptes consolidés établis en normes IFRS

Au contraire, selon la norme IAS 10, les états financiers ne doivent pas être préparés selon le principe de continuité d'exploitation lorsque des événements post-clôture indiquent que la continuité d'exploitation est compromise.

Cette recommandation s'applique **même si ces événements ne seraient pas de nature à ajuster les comptes**. Les sociétés doivent donc tenir compte, dans le cadre de leurs arrêtés comptables, de tous les événements post-clôture qui sont susceptibles de remettre en cause le principe de continuité de l'exploitation.

Les états financiers doivent alors être établis selon une autre convention plus appropriée (par exemple, en valeurs liquidatives). Des informations doivent être fournies en annexe, conformément à la norme IAS 1 (IAS 10.16 et IAS 1.25 s.).

c. Comment justifier cette divergence entre les référentiels français et IFRS ?

Comme indiqué ci-avant, les normes IFRS prévoient expressément le cas de la remise en cause de la continuité d'exploitation en créant une règle spécifique dérogatoire au principe général des non « adjusting events », en l'absence de lien direct avec une situation existant à la clôture de l'exercice.

A l'inverse, les textes législatifs et comptables français ne définissent pas les situations dans lesquelles les états financiers d'une entité ne peuvent plus être établis selon le principe de continuité de l'exploitation. Ainsi, ce sont les règles générales en cas de survenance d'un événement postérieur à la clôture de l'exercice qui s'appliquent. Il n'y a pas de traitement dérogatoire en cas de remise en cause de la continuité d'exploitation.

Est-ce que l'absence de texte spécifique dans le PCG suffit à expliquer la divergence entre les référentiels ? Oui. Cette divergence est-elle justifiée du point de vue de la bonne information des tiers ? Sans doute pas. D'ailleurs, l'ANC a été saisie par la CNCC en 2009 d'une question sur les conséquences de l'abandon du principe de continuité de l'exploitation sur les états financiers établis selon les principes comptables français (comptes individuels et consolidés) ; pour plus de détails, voir le Feuillet Rapide Comptable 4/20 à paraître, inf. 8).

Entités arrêtant leurs comptes postérieurement au 31 décembre 2019

Les entités clôturant leurs comptes à compter de janvier 2020 devront prendre en considération les conséquences de cette épidémie dans le cadre de leurs arrêtés comptables (évaluation des actifs financiers et des impôts différés, dépréciation d'actifs corporels et incorporels, valorisation des stocks...).

Sont concernées les clôtures **postérieures au 30 janvier**.

En effet, dans un premier temps, l'OMS n'a pas déclaré l'état d'urgence de santé publique de portée internationale, mais a simplement alerté la Chine et les autres membres de l'OMS sur la situation et les mesures qui étaient à prendre. L'OMS a ensuite confirmé la transmission interhumaine du virus le 23 janvier 2020, puis prononcé l'état d'urgence sanitaire le 30 janvier 2020.

Coronavirus : les personnes mises en quarantaine ont droit aux Indemnités Journalières sans condition

Les personnes faisant l'objet d'une mesure d'isolement après avoir été exposées au coronavirus bénéficient, pendant leur arrêt de travail, des IJ maladie dès le premier jour, même si elles ne remplissent pas les conditions d'ouverture du droit à ces prestations.

Le Gouvernement a décidé d'ouvrir le droit aux indemnités journalières (IJ) de l'assurance maladie à tous les **salariés et travailleurs indépendants** faisant l'objet d'une mesure d'**isolement**, d'éviction ou de maintien à domicile après avoir été en contact avec une personne malade du **coronavirus** (2019-n-Cov) ou avoir séjourné dans une zone concernée par l'épidémie et dans des conditions d'exposition de nature à transmettre cette maladie, même s'ils ne remplissent pas les conditions requises. C'est ainsi que, **depuis le 2 février 2020**, les salariés peuvent bénéficier de ces indemnités, au titre de leur arrêt de travail, sans avoir à justifier de la **durée minimale d'activité** (au moins 150 heures au cours des 3 mois ou 90 jours précédant l'arrêt) ou du minimum de cotisations (sur une rémunération au

moins égale à 1 015 fois le Smic horaire dans les 6 mois précédant) en principe requis. Par ailleurs, le **délai de carence** de 3 jours ne s'applique pas.

La **durée maximale de versement** des IJ dans ces conditions est fixée à 20 jours.

Pour bénéficier de ce régime dérogatoire, les personnes doivent avoir été **identifiées** par les agences régionales de santé (ARS).